

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Tous les lots (1, 2 et 3)



SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES | 4 |
| ARTICLE 3 –DUREE | 5 |
| ARTICLE 4 – LIEU D’EXECUTION | 5 |
| ARTICLE 5 – OBLIGATION DU TITULAIRE | 5 |
| ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE | 7 |
| ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENTS | 10 |
| ARTICLE 8 –AVANCE | 11 |
| ARTICLE 9 – ACOMPTES | 11 |
| ARTICLE 10 – RETENUE DE GARANTIE | 12 |
| ARTICLE 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES | 12 |
| ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE | 12 |
| ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNÉES | 12 |
| ARTICLE 14 – ASSURANCE | 12 |
| ARTICLE 15 – PÉNALITES | 13 |
| ARTICLE 16 – ADMISSIONS DES PRESTATIONS | 14 |
| ARTICLE 17 – INTERRUPTION ET SUSPENSION DES PRESTATIONS – RÉSILIATION | 14 |
| ARTICLE 18 – CONVENTION SUR LA PREUVE | 14 |

| | |
|-------------------------------------|----|
| ARTICLE 19 – LITIGES | 15 |
| ARTICLE 20 – DÉROGATION AU CCAG-MOE | 15 |

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 – Objet du marché

Le présent marché porte sur des **prestations d'études** pour le projet de déménagement du siège francilien de l'OFPPA vers l'immeuble **Joya**, situé aux 198-200 Rue Carnot (94120 Fontenay-sous-Bois).

Article 1.2 – Forme du marché

Le présent marché est un **marché public de services** portant sur des **prestations intellectuelles**.

➤ *Allotissement*

Le marché est **alloté en trois lots** :

| N° | Prestations | Code CPV | |
|----|--|------------|---|
| 1 | Prestations de maîtrise d'œuvre et d'accompagnement de l'OFPPA | 71310000-4 | Services de conseil en ingénierie et en construction |
| 2 | Coordination de sécurité et de protection de la santé (SPS) | 71317200-5 | Services de coordination en matière de santé et de sécurité |
| 3 | Contrôle technique | 71630000-3 | Services de contrôle et d'essais techniques |

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Article 2.1 – Pièces particulières

Pour chaque lot et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous, par **ordre de priorité décroissant** :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ,
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.

Article 2.2 – Pièces non particulières

Sauf dérogation énumérées au dernier article du présent CCAP, le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (**CCAG-MOE**), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, s'applique.

Le CCAG/MOE n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

Article 2.3 – Connaissance du dossier

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE). Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du DCE ne sera acceptée.

Les exemplaires conservés par l'OFPPRA font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 3 – DUREE

Le présent marché prend effet à compter de sa notification.

Il est conclu pour la durée nécessaire à la réalisation complète des prestations, propres à chaque lot. Il prend fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement applicable aux marchés de travaux, le cas échéant prolongée dans les conditions prévues au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux).

Le calendrier prévisionnel des prestations est précisé dans le CCTP de chaque lot. Les dates qui y sont mentionnées sont purement indicatives.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage n'est tenu à aucun délai pour accepter ou refuser la prolongation de délais d'exécution demandée par le titulaire.

ARTICLE 4 – LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'inscrivent dans le cadre du projet de déménagement du siège de l'OFPPRA vers **l'immeuble JOYA**.

ARTICLE 5 – OBLIGATION DU TITULAIRE

Article 5.1 – Qualifications et constitution de l'équipe

Le titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de son organisation, de ses qualifications et références professionnelles et de celles de son personnel.

Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre ses qualifications, le marché pourrait être résilié, sans indemnisation, par simple décision de l'OFPPRA, avec effet immédiat.

Le titulaire désigne, dès le début du marché, **les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations**. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'OFPPRA et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire

Le titulaire devra fournir la composition de **l'équipe dédiée** à l'exécution de la mission et les références professionnelles de chacun de ses membres. Il devra informer sans délai l'OFPPRA de toute modification. Les membres de l'équipe devront disposer, pendant toute la durée du marché, de qualifications professionnelles au moins équivalentes à celles des personnes pressenties pour participer à l'exécution du marché dans l'offre du titulaire.

En cas de difficulté, l'OFPPRA se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'une ou plusieurs personnes de son équipe.

Article 5.2 - Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à **une obligation générale d'information et de conseil** à l'égard de l'OFPPRA.

A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, s'engage à communiquer à l'OFPPRA dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Article 5.3 – Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations, et ce sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant le présent marché ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai de l'OFPPRA, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, etc.) est soumise à autorisation préalable de l'OFPPRA.

Les obligations définies au présent article ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

Article 5.4 – Sécurité des biens et des personnes

Une attention toute particulière doit être portée à la sécurité du chantier.

Tout manquement aux règles de sécurité (port des équipements de protection individuelle - EPI - ; respect de la réglementation, des règles de sécurité propres au chantier, des injonctions du coordonnateur SPS ou de la maîtrise d'ouvrage, etc.) **sera sanctionné par les pénalités prévues à cet effet.**

Le titulaire, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur les interventions qu'il aura diligentées ou dont il aura été chargé de la supervision.

Il doit être en mesure de produire, sur simple demande de l'OFPPRA, les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. Cette obligation lui incombe de même à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

Les évolutions nécessaires au cours de l'opération pour assurer la sécurité du chantier ne donneront droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-MOE.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ

Article 6.1 – Définition des prix

Les prix du marché tiennent compte de toutes les sujétions techniques de l'opération.

Ils intègrent l'ensemble des frais annexes du titulaires (charges fiscales, frais de déplacement, etc.) et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils sont définis dans l'**annexe financière** de chaque lot.

Article 6.2 – Actualisation des prix

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, **les prix seront actualisés** si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le délai-limite de réception des offres et la date de début d'exécution des prestations.

Elle s'applique une seule fois, exclusivement lors de la notification du marché. Une fois actualisée, elle est définitive et ne peut faire l'objet d'aucune renégociation après la signature du contrat. Si le délai entre la remise des offres et la notification est inférieur à trois mois, l'actualisation ne sera pas appliquée.

Modalités de calcul

L'actualisation s'effectue selon la formule suivante :

$$P1 = P_0 \times (I/I_0)$$

- **P** = Prix actualisé applicable au marché,
- **P₀** = Prix initial indiqué dans l'offre du titulaire,
- **I¹** = Dernière valeur connue de l'indice de référence au moment de la notification du marché,
- **I₀** = Valeur de l'indice de référence à la date limite de remise des offres.

L'actualisation, lorsqu'elle est requise, est automatiquement intégrée dans l'acte d'engagement signé par le titulaire, garantissant ainsi une prise en compte des conditions économiques en vigueur au moment de la signature du marché

En revanche, les prix ne sont pas révisables, en cohérence avec l'article R. 2112-13 dudit code.

Article 6.3 – Rémunération de la mission 1 du lot 1

La mission 1 du lot 1 (maîtrise d'œuvre – MOE - pour les locaux ERP) est rémunérée selon les principes de la loi MOP du 12 juillet 1985.

Conformément à l'article R. 2432-6 du code de la commande publique, la rémunération est décomposée en éléments de mission et dépend du contenu, de la complexité de chaque mission et du coût prévisionnel des travaux.

Les taux de rémunération sont spécifiés dans l'annexe financière, pour chaque élément de mission.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements pris sont exprimés en euros HT.

¹ Indice SYNTEC – prestations intellectuelles, publié mensuellement par la Fédération SYNTEC, utilisé pour l'actualisation des prix des marchés de services intellectuels.. <https://www.syntec-ingenierie.fr/indice-syntec/>

➤ **Le forfait provisoire de rémunération**

Le coût prévisionnel des travaux devant être affiné en cours de marché, une rémunération provisoire, basée sur l'estimation du maître d'ouvrage établie dans le cadre de son enveloppe prévisionnelle, est retenue au début du marché, en application de l'article R. 2432-7 du code de la commande publique.

En l'espèce, **l'enveloppe financière prévisionnelle du maître d'ouvrage s'élève à 1 800 000 € HT.**

➤ **Coût prévisionnel des travaux**

Le maître d'œuvre s'engage sur **un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'avant-projet définitif (APD).**

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de l'APD est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle du maître de l'ouvrage, celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle.

Après validation de l'APD par le maître de l'ouvrage, **un avenant fixe le coût prévisionnel des travaux** que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener l'opération à son terme, à l'exclusion :

- du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais de contrôle technique, de SPS et d'études complémentaires ;
- de la prime éventuelle de l'assurance dommage ;
- de tous les frais financiers.

En cas de désaccord entre les parties, le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont fixés par ordre de service. Il appartient alors au maître d'œuvre de faire valoir ses observations dans les conditions prévues au CCAG-MOE.

➤ **Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un **taux de tolérance de 10 %**.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de chaque élément de mission, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois que le maître d'œuvre constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage lui demande.

➤ **Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit **le coût de référence des travaux**, tel qu'il résulte de la consultation.

En raison d'un impératif financier, ou si ce coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer un ou plusieurs lots infructueux.

Il peut également solliciter **la reprise des études**. Le maître d'œuvre a alors l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage, dans un délai qui sera précisé dans le courrier de demande de reprise des études.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai fixé par le maître d'ouvrage, afin de permettre à ce dernier de lancer une nouvelle consultation ou d'engager une nouvelle négociation.

➤ **Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à **la somme des montants initiaux des marchés de travaux**.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

➤ **Coût définitif des travaux et seuil de tolérance**

Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage constate le **coût définitif des travaux**. Ce montant global prend notamment en compte les contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'opération.

Un seuil de tolérance de 5 % est prévu entre le coût de réalisation des travaux et le coût définitif.

En cas de dépassement du seuil de tolérance résultant de manquements du maître d'œuvre dans ses missions de direction de l'exécution des marchés publics de travaux ou lors des opérations de réception, la rémunération du maître d'œuvre est réduite. Le montant de cette réduction est égal au montant total des modifications des marchés de travaux rendues nécessaires par de tels manquements, sans pouvoir excéder 15 % du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

En outre, il est rappelé que tout autre manquement du maître d'œuvre dans l'exercice de sa mission, susceptible d'avoir une incidence sur le coût de l'opération pour le maître d'ouvrage, engage sa responsabilité contractuelle. En cas d'erreur ou d'omission dans les pièces des marchés de travaux, **la pénalité prévue à l'article 15.1 du présent CCAP s'applique**.

➤ **Demande de paiement du solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse à l'OFPPRA **une demande de paiement du solde**, sous forme d'un projet de décompte final.

Cette demande est transmise à l'OFPPRA dans un délai de 30 jours. En cas de retard dans cette transmission, l'OFPPRA peut, à tout moment et sans mise en demeure préalable établir d'office le décompte final aux frais du titulaire, par dérogation à l'article 11.7.3 du CCAG-MOE. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

➤ **Décompte final et décompte général**

L'OFPPRA établit **le décompte final**, qui précise :

- le forfait de rémunération appliqué pour chaque phase ;
- les éventuelles pénalités ;

- la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission (cette rémunération étant égale au forfait de rémunération, moins les pénalités).

L'OFPPRA établit ensuite le **décompte général**, qui comprend :

- le décompte final mentionné ci-dessus ;
- le montant des sommes déjà versées au maître d'œuvre dans le cadre de la présente mission 1 ;
- le montant, en prix de base hors TVA, du solde ;
- l'incidence de la TVA ;
- l'état du solde à verser au titulaire.

Le décompte général est notifié au titulaire dans le délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement finale (par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE) ou, si celui-ci n'a pas notifié son projet de décompte final dans le délai imparti, à tout moment.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, si l'OFPPRA ne notifie pas au titulaire le décompte général dans ce délai de 60 jours, le titulaire le met en demeure de le faire, par courrier recommandé avec avis de réception adressé au Directeur général de l'Office. Si cette mise en demeure reste sans effet, le titulaire est autorisé à saisir le tribunal administratif compétent.

Article 6.4 – Rémunération des autres prestations

Les autres prestations recouvrent :

- la mission 2 du lot 1 (accompagnement de l'OFPPRA sur l'ensemble du projet Joya) ;
- les lots 2 et 3.

Ces prestations sont rémunérées à **prix global et forfaitaire**, conformément à l'annexe financière de chaque lot.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENTS

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Article 7.1 – Demande de paiement

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies par le titulaire à l'adresse de l'OFPPRA.

Une demande de paiement peut être transmise après la réalisation de chaque élément de mission prévu au présent marché. Son règlement suppose la constatation du service fait par l'Office.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique relatif aux modalités de facturation et de paiement, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures à l'OFPPRA sous forme dématérialisée.

Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail « CHORUS factures » à l'adresse :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

Article 7.2 – Établissement de la facturation

Les demandes de paiement comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identification du marché et sa date de notification ;
- le numéro et la date de l'engagement juridique (EJ) afférent, ce dernier sera fourni par le pouvoir adjudicateur ;
- la désignation des prestations fournies (dont l'élément de mission) ;
- le montant hors taxes à payer ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant à payer toutes taxes comprises ;
- les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement ;

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

Article 7.3 – Délais de règlement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par mandat administratif. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'OFPPA.

Le délai global de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de demande de paiement qui comporte toutes les mentions précisées ci-dessus.

A défaut, il est fait application des articles L.2193-12, L.2193-13 et R 2192-15 1° du code de la commande publique, relatifs au déclenchement du délai de paiement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Toute facture non conforme aux prescriptions ci-dessus est retournée au titulaire pour redressement des anomalies relevées. Le délai de paiement ne pourra commencer à courir qu'à compter de la date de réception d'une nouvelle facture.

ARTICLE 8 –AVANCE

Le titulaire peut bénéficier d'une avance, si les conditions définies à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique sont réunies. À cette fin, l'acte d'engagement précise s'il accepte ou refuse cette avance, dans l'éventualité où celle-ci serait due.

Dans l'affirmative et en cas d'acceptation, cette avance est fixée à **5 %** du montant initial toutes taxes comprises du marché, en application de l'article R. 2191-7 dudit code.

ARTICLE 9 – ACOMPTES

Conformément à l'article R. 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution peuvent ouvrir droit à des acomptes mensuels. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiement définitif.

ARTICLE 10 – RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

ARTICLE 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG-MOE, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE

Article 12.1 – Sous-traitance

Le candidat ou le titulaire du présent marché peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du **formulaire DC4**, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous-traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

En cas de sous-traitance occulte constatée par l'OFPPRA, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera l'OFPPRA cas de défaillance d'un sous-traitant.

Article 12.2 – Co-traitance

Le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire désigné parmi les membres du groupement est l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur. Il coordonne les opérations et il est seul habilité à présenter les demandes de paiement. En cas de défaillance du mandataire, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un successeur.

L'OFPPRA n'autorise pas les candidats à déposer plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les titulaires du présent marché s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD »), ainsi que les dispositions de l'annexe RGPD jointe au présent marché.

ARTICLE 14 – ASSURANCE

Le prestataire doit être titulaire d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité tant civile que délictueuse du fait de son personnel, y compris pour l'exécution des prestations dans les locaux de l'OFPPRA.

ARTICLE 15 – PÉNALITES

Article 15.1 – Règles applicables

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, les pénalités peuvent être appliquées sur **simple constatation de l'OFPRA**, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Elles peuvent être appliquées à tout moment à compter de la constatation du manquement. Une provision peut également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il est alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte à verser au titulaire.

Article 15.2 – Montants

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE et sans préjudice de la faculté pour l'OFPRA de prononcer la résiliation du marché, le montant des pénalités est le suivant :

| Manquements | Montant de la pénalité |
|--|-------------------------------------|
| Retard dans la remise des documents ou remise de documents manifestement incomplets ou erronés | 300 € par jour calendaire de retard |
| Absence aux rendez-vous d'étude et/ou de chantier sans justification fournie au moins 24 heures à l'avance ou retard de plus de 30 minutes | 200 € par manquement |
| Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité | 1 500 € par manquement |
| Sous-traitance non déclarée | 1 500 € par personnel non déclaré |
| Infraction aux règles de sécurité et de circulation | 1 500 € par manquement |
| Refus d'obtempérer, après mise en demeure, à une injonction de la maîtrise d'ouvrage ou du CSPS | 500 € par manquement |
| Manquement à l'obligation de protection des données personnelles | 1 000 € par manquement |
| Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire | 300 € par manquement |

Par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-MOE :

- les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant et sont intégralement dues à l'OFPRA ;
- le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total HT du marché.

En cas d'erreur ou d'omission du maître d'œuvre (mission 1 du lot 1) dans les pièces des marchés de travaux dont l'établissement lui incombe, conduisant l'OFPRA à prescrire des travaux supplémentaires ou modificatifs postérieurement à l'attribution des marchés, le maître d'œuvre subit une pénalité d'un montant égal à 20 % du montant desdits travaux supplémentaires ou modificatifs. Le montant total des pénalités prévues au présent paragraphe ne peut toutefois excéder 15 % du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

ARTICLE 16 – ADMISSIONS DES PRESTATIONS

Par dérogation aux articles 20.2 et 21 du CCAG-MOE, l'OFPPRA n'est tenu à aucun délai pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Seul le paiement intégral du prix des prestations correspondant à chaque élément de mission pourra faire présumer la volonté du maître d'ouvrage d'admettre les prestations, sans qu'il y ait lieu à aucun autre cas d'admission tacite.

En cas d'ajournement de l'admission des prestations, à défaut pour le titulaire d'avoir présenté à nouveau celles-ci, une fois mises au point, dans le délai prévu à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE, une réfaction de prix pourra être pratiquée sur ce simple constat et sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOE.

ARTICLE 17 – INTERRUPTION ET SUSPENSION DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

Article 17.1 – Interruption et suspension

Les prestations pourront être interrompues ou suspendues dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG-MOE.

Article 17.2 – Résiliation

➤ *Résiliation pour faute*

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent, l'OFPPRA peut, après tentative de solution amiable, puis mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du présent marché par lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'OFPPRA peut passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du titulaire déchu, après notification à ce dernier.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement, dans l'hypothèse où le titulaire serait un groupement, des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les stipulations du CCAG-MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire, de la résiliation à ses frais et risques et des autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

➤ *Résiliation pour motif d'intérêt général*

En cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 27 et au premier alinéa de l'article 31 du CCAG-MOE, à aucune indemnité.

ARTICLE 18 – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit de manière manuscrite.

ARTICLE 19 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché conformément aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends ressortissent à la compétence du tribunal administratif.

ARTICLE 20 – DÉROGATION AU CCAG-MOE

| Article présent CCAP | Article du CCAG-MOE auxquels il est dérogé | Sujet |
|----------------------|--|---|
| 2 | 4.1 | Ordre de priorité des pièces contractuelles |
| 3 | 15.3 | Prolongation du délai d'exécution |
| 5.4 | 5.3 | Règles de sécurité |
| 6.3 | 11.7 et 11.8 | Demande de paiement finale, décompte général et définitif |
| 15 | 16 | Pénalités |
| 16 | 20.2 et 21 | Délai de vérification, admission |
| 17.2 | 27 et 31 | Interruption et suspension des prestations – résiliation |